

Comité Syndical du 10 février 2022

L'an deux mille vingt deux, le dix février à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Grande halle de l'espace Tully à Thonon-les-Bains sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ANTHONIOZ-TAVERNIER Elisabeth, ARMINJON Christophe, BASTARD Catherine, BAUD Jean-Baptiste, BERNARD Patrick, BERTHIER Marie-Pierre, BOCHATON Jean-Marc, BONDAZ Patrick, CHESSEL Pascal, COLOMER Gérard, DEVILLE François, GERDIL Frédéric, GIRARD Marie-Pierre, GUILLARD Jean, KUNG Jean-François, LACHAT Hervé, LANG Isabelle, LOMBARD Gérald, MATHIAN Noel, MEDORI Ange, MORAND Jean-Claude, MORIAUD Pascale, MUFFAT Michel, MUFFAT Sophie, PFLIEGER Géraldine, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil, TRABICHET Yannick, VENNER Laeticia.

Délégués suppléants présents / votants :

NOIR Thierry, VIOLLAND Anne-Cécile, MAURE Dominique, DUVAND Florence, MICHAUD Marie-Christine, Maryse GRENAT, Paul GIRARD-DESPRAULEX.

Absents excusés :

BEL Serge donne suppléance à M. NOIR
BURNET Jacques donne suppléance à Mme VIOLLAND,
DEMOLIS Cyril donne suppléance à M. MAURE,
LEI Josiane donne suppléance à Mme DUVAND,
MARTINERIE Catherine donne suppléance à MICHAUD Marie-Christine,
VUAGNOUX Jean-Louis donne suppléance à Mme GRENAT,
WALKER James donne suppléance à M. GIRARD-DESPRAULEX.
CHUINARD Claire donne pouvoir à Mme VENNER
DETURCHE Sandrine donne pouvoir à Mme BERTHIER,
JACQUIER Olivier donne pouvoir à M. DEVILLE,
MAXIT Monique donne pouvoir à M. COLOMER,
OUCHCHANE Zohra donne pouvoir à M. BOCHATON.

Secrétaire de séance : ANTHONIOZ-TAVERNIER Elisabeth

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 29

Nombres de délégués suppléants présents : 7

Nombre de pouvoirs : 5

Nombres de votants : 41

Convocation : 3 février 2022

Point n°5 – Motion de demande de maintien d'un service de blanchisserie local pour l'Hôpital de Thonon

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rapporteur, informe l'assemblée que la situation de la blanchisserie de l'hôpital de Thonon présente une difficulté importante liée à sa configuration et à son fonctionnement nécessitant de repenser toute la chaîne de prise en charge du linge de l'établissement.

Considérant que malgré la pression de l'Agence Régionale de Santé, le président du conseil de surveillance et le directeur de l'hôpital ont tenté de trouver des solutions locales permettant de conserver cette activité qui emploie actuellement 18 salariés,

Considérant que malgré les propositions envisagées, la direction de l'hôpital suite à l'incitation de l'Agence Régionale de Santé a décidé de stopper l'activité de la blanchisserie et à transférer cette activité sur l'ensemble hospitalier d'Annecy sans terminer d'étudier les solutions possibles,

Considérant qu'en prenant la décision de fermer la blanchisserie de l'hôpital de THONON, la direction de l'établissement de l'Agence Régionale de Santé méconnaît les préconisations du Conseil de surveillance et prend une décision qui impacte le tissu économique local et le budget de l'hôpital,

Le Comité Syndical après débat, décide à la majorité (une voix contre) des membres présents ou représentés

- **DE DEMANDER** à la direction des Hôpitaux du Léman et à l'Agence Régionale de Santé de revoir les autres pistes envisagées dans l'objectif de soutenir l'emploi local et de favoriser une activité durable et soutenable pour le territoire en concertation avec les élus locaux.

Madame La présidente est chargée par le Comité Syndical du ~~SIAC~~ de transmettre la présente motion au Directeur des hôpitaux du Léman, au Directeur de l'Agence régionale de Santé, au Préfet du Département, au Préfet de région, et au Ministres concernés ainsi qu'aux Parlementaires de notre territoire.

La Présidente,




Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.